

# RAPPORT ANNUEL 2015



**IAMANEH Schweiz | Suisse**

Gesundheit für Frauen und Kinder  
Santé pour femmes et enfants

Organisation → S.3

Équipe

Comité directeur

Afrique de l'Ouest → S.6

Informations pays

Projets

Mali

Sénégal

Burkina Faso

Togo

Balkans occidentaux → S.12

Informations pays

Projets

Bosnie-Herzégovine

Albanie

Finances → S.15

À propos des comptes annuels

Bilan

Compte d'exploitation

Dons → S.19

Merci

Impressum

*«Les questions du genre et  
l'implication des hommes  
sont des éléments clés  
pour une transformation à  
long terme.»*

# Éditorial

## De gros défis et des résultats

**Chers membres,  
Chères donatrices, chers donateurs,  
Mesdames, Messieurs,**

Nous nous sommes engagés intensivement l'année passée pour l'inclusion des hommes et des garçons au sein des projets. Une rencontre de partenaires s'est tenue au Sénégal, lors de laquelle le sujet a été chaudement débattu. En Albanie et en Bosnie-Herzégovine, nos partenaires développent et proposent une offre en conseils professionnels pour les hommes et les garçons enclins aux violences. En Suisse, nous avons présenté dans le cadre de la campagne de 16 jours contre la violence faite aux femmes la pièce de théâtre serbe «Macho Men», qui questionne et porte un regard critique sur les images et les rôles traditionnels masculins.

Les questions du genre et l'implication des hommes sont des éléments clés pour une transformation à long terme et jouissent actuellement d'une attention particulière, au niveau international également. Le genre est un thème important de l'Agenda 2030, adopté en septembre 2015 par plus de 150 chefs d'État du monde entier. Ce programme remplace les objectifs du millénaire pour le développement, qui ont fixé des bases importantes pour l'aide au développement dans le monde. Les progrès économiques et la lutte efficace contre la pauvreté et la violence exigent des changements dans les rôles et les relations hommes-femmes. Aussi bien les hommes que les femmes sont concernés par ce processus de transformation, car il n'existe pas de développement durable sans justice et égalité entre les sexes.

IAMANEH a vécu une année intense, teintée aussi bien de défis que de bons résultats. Je me réjouis de constater qu'autant d'institutions, de donatrices et de donateurs s'engagent à nos côtés

pour permettre aux personnes de vivre en bonne santé et dans un environnement sans violence, et je vous remercie toutes et tous pour votre fidèle soutien. J'exprime aussi ma gratitude à toutes les collaboratrices pour leur dévouement constant, qui fait de IAMANEH une organisation engagée et compétente.



Dr Dagmar Domenig  
Présidente



# ORGANISATION

## Violence liée au genre – notre engagement dans six pays partenaires

**Nous nous engageons depuis plus de 35 ans dans des projets portant avant tout sur la santé des femmes et des enfants. Le terme «santé» signifie dans ce contexte bien plus que la simple lutte contre les maladies.**

Il inclut aussi le droit de disposer de son propre corps et de prendre ses propres décisions en matière de sexualité et de reproduction. Plus de 20 ans se sont déjà écoulés depuis la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, lors de laquelle la santé reproductive et le droit des personnes constituaient pour la première fois un point central. Malgré cela, ces droits n'existent encore que sur le papier pour beaucoup. La santé sexuelle et reproductive et les droits qui l'accompagnent contribuent grandement au développement durable et à la réduction de la pauvreté. L'Agenda 2030 international adopté l'automne passé par l'ONU renforce encore cet état de fait: il place l'amélioration de la santé, la réduction de la violence, la justice et l'égalité entre les sexes comme piliers centraux du développement durable.

### **Des projets qui portent leurs fruits**

La situation défavorisée des femmes et des filles constitue encore un des plus grands défis à surmonter au sein du travail d'aide au développement. En lisant il y a peu le rapport de notre organisation partenaire malienne YA-G-TU, j'ai été choquée par les histoires de filles battues et brutalisées et qui ont ensuite été accueillies au centre de soutien pour femmes maltraitées à Bandiagara. Le parcours d'une jeune fille de 14 ans, obligée de se marier et donc de quitter l'école, m'a montré une fois de plus la dure réalité de la vie au Mali. Une entente a heureusement pu être trouvée

dans ce cas grâce à l'intervention de notre partenaire et la jeune fille a pu poursuivre sa scolarité.

Selon le maire de la région, les activités de YA-G-TU portent leurs fruits et des changements sont visibles. Maltraiter des femmes en public, les battre ou les chasser, retirer des filles de l'école pour les envoyer travailler comme employées de maison en ville, procéder à des mariages traditionnels forcés ou précoces – tout cela fait encore partie du quotidien, mais est maintenant remis publiquement en question. Le maire explique à ce propos: «C'est comme si nous avions vécu longtemps dans l'obscurité et que la lumière est tout à coup apparue avec le projet. Je recevais souvent des lettres de l'instituteur qui m'informait sur la sortie de l'école de filles de 12 ou 13 ans. Elles étaient envoyées en ville pour gagner de l'argent et payer leur dot. Grâce au travail de sensibilisation réalisé dans le cadre du projet, cela fait maintenant longtemps que je n'ai plus reçu une telle lettre.»

### **Priorité à la violence liée au genre**

Il n'y a pas qu'en Albanie et en Bosnie-Herzégovine qu'une attention particulière est portée sur la réduction et la prévention de la violence liée au genre. Ce thème est aussi abordé avec plus d'insistance en Afrique de l'Ouest. Dans ce domaine, nous profitons de notre expertise acquise dans les Balkans. Les femmes et les filles au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso vivent la violence sous différentes formes. La mise en place de centres de conseil abordant la violence ou le soutien dans les situations d'urgence sont de grande importance pour elles. Dans ce contexte, nous souhaitons aussi aborder avec nos partenaires le thème de la violence au sein de la cellule

*«Nous abordons en Suisse différents thèmes d'actualité et offrons une vue sur d'autres réalités.»*



familiale et mettre en place des mesures adaptées aux situations locales.

En collaboration avec nos partenaires, nous élaborons dans les Balkans occidentaux une approche et des méthodes de travail qui portent sur la réduction à long terme de la violence liée au genre. On peut citer en exemple les thérapies et les conseils proposés aux hommes auteurs ou susceptibles d'actes violents.

### **Remettre en question**

Nous abordons en Suisse différents thèmes d'actualité et offrons une vue sur d'autres réalités. Nous remettons en question les modèles pré-conçus et les pensées rigides, poussons à la réflexion et à l'examen. La pièce de théâtre «Macho Men», une production serbe présentée dans le cadre de la campagne de 16 jours contre la violence faite aux femmes, a incité près de 400 jeunes à remettre en question les stéréotypes masculins courants. Sur un ton doux et en s'appuyant sur un magnifique langage écrit, l'écrivaine croate Dragica Rajcic a repoussé les frontières et lancé des ponts sur les thèmes de la migration et de la fuite lors de la journée internationale de la femme.

### **Comité directeur et siège administratif**

Notre présidente Silvia Schenker a décidé de se retirer du comité directeur après sept ans d'engagement en son sein. Elle a visité par deux fois nos projets au Mali durant son mandat et a mis à disposition sa notoriété et son vaste réseau de contacts, pour faire connaître et promouvoir notre organisation. Le comité directeur a depuis trouvé une nouvelle présidente en la personne de la Dr Dagmar Domenig, qui a été élue lors de l'assemblée générale extraordinaire convoquée en automne. Elle apporte avec elle un nouvel élan, une grande motivation et des connaissances approfondies dans le domaine de la gestion et de la santé. Arrivées au sein de l'équipe en 2015, Maja Hürlimann et Alexandra Nicola sont toutes deux responsables pour les projets en Afrique de l'Ouest. Notre stagiaire Margot Gagliani a élaboré un sondage sur le thème de la menstruation et

pour la première fois un civiliste, Laurin Buser, est venu renforcer notre service de la communication. Nous souhaitons remercier aussi de tout cœur les spécialistes externes qui ont œuvré bénévolement au sein de la commission des projets, contribuant par leur expérience et leurs connaissances au maintien d'une qualité élevée dans les projets.

### **Que pensez-vous de IAMANEH?**

Nous avons conduit en 2015 un sondage auprès de nos membres et donateurs pour savoir comment ils perçoivent IAMANEH. Parmi les 126 questionnaires qui nous ont été retournés, il ressort que notre organisation présente un profil clair et s'engage dans des pays où des besoins concrets existent. Les thèmes et les projets sont considérés comme étant importants, en particulier la lutte contre l'excision, la diminution de la violence et l'encouragement à la scolarité. D'autres questions concernaient les publications de IAMANEH: les participants au sondage souhaitent pour la plupart des informations sur les projets, les organisations partenaires et les pays. La majorité continue de lire les brochures envoyées par poste. Environ un tiers des sondés utilisent Internet, et 23 sont aussi actifs sur Facebook. Pour 105 personnes, la transparence et le sérieux de l'organisation sont déterminants pour justifier leur soutien. La concentration sur un nombre réduit de thèmes et l'engagement direct sur place sont considérés comme des forces de IAMANEH, tandis que le peu de notoriété, un nom difficile à prononcer et en partie trop de courrier sont perçus comme des points faibles.

Nous adressons nos remerciements à toutes les personnes qui se sont donné la peine de répondre à ce questionnaire. Votre opinion et vos appréciations sont importantes pour nous et seront prises en compte lors de nos réflexions sur le développement de notre organisation.

*Maya Natarajan, directrice*



# Équipe

État mars 2016



**Alexandra Nicola**  
Projets Mali et Togo  
(60%)



**Maja Loncarevic**  
Projets Balkan occidentaux  
(60%)



**Maya Natarajan**  
Direction (60%)



**Beate Kiefer**  
Projets (40%)



**Maja Hürlimann**  
Projets Burkina Faso et  
Sénégal (60%)



**Manuela Di Marco**  
Communication/  
Fundraising (60%)



**Catharina Kim**  
Communication/  
Fundraising (50%)



**Kadiatou Keita**  
Coordinatrice régionale,  
Bamako (100%)



**Lorin Moes**  
Administration/  
comptabilité (50%)



**Anja Baier**  
Thèmes  
(60%)

«La situation défavorisée des femmes et des filles constitue encore un des plus grands défis à surmonter dans l'aide au développement.»

#### Comité

**Dagmar Domenig**, juriste, infirmière, anthropologue sociale, Olten, *présidente, depuis 2015*

**Claudia Kessler**, médecin, Bâle, *vice-présidente, depuis 2014*

**Philippe Waegeli**, contrôleur de gestion, Bâle, *trésorier, depuis 2012*

**Sally Bodoky-Koehlin**, historienne d'art, Riehen, *membre, depuis 2005*

**Noemi Steuer**, ethnologue, Bâle, *membre, depuis 2006*

**Beatrix Sonderegger**, spécialiste en communication, Bâle, *membre, depuis 2009*

**Christoph B. Keller**, journaliste, Bâle, *membre, depuis 2010*

#### Comité de soutien

**Hans Bossart**, gynécologue, Lausanne

**Fanny Matthey**, sage-femme, Savigny

**Christoph Noelpp**, juriste, consul honoraire du Mali, Bâle

**Marcel Tanner**, épidémiologiste, Bâle

**Edith Thomsen**, sage-femme, Pully, Bâle

**Hugo Wick**, pédiatre, Bâle

#### Membre d'honneur

**Koehlin Hartmann P.**, Bâle





AFRIQUE DE

L'OUEST



# Informations pays

## Mali

Malgré le traité de paix établi entre le gouvernement et les groupes rebelles, qui occupent le nord du pays depuis 2012, aucun changement notable n'a été enregistré dans le processus de réconciliation jusqu'à ce jour. Des attaques armées contre les civils ont encore eu lieu depuis la signature du traité et le retrait des rebelles n'a toujours pas été concrétisé. La situation sécuritaire dans le nord du Mali reste tendue et les effets de la crise se font aussi ressentir dans le Sud. Le crime organisé progresse, à Bamako en particulier, en raison de la plus forte circulation d'armes. La population ne se sent plus en sécurité et exige des mesures radicales de la part du gouvernement. La crise a bien entendu aussi des effets plus marqués sur la situation alimentaire. Si le Parlement a d'un côté répondu aux attentes en acceptant un quota en faveur des femmes dans la fonction publique, d'autres projets socio-politiques importants, comme l'interdiction nationale de l'excision, sont bloqués au Parlement. On constate dans l'ensemble une augmentation des problèmes liés à la violence. Le prêt alloué par le Fonds monétaire international suite au développement macroéconomique positif et à la bonne gouvernance promet de bonnes perspectives économiques.

## Sénégal

La situation est toujours stable au Sénégal, le président Macky Sall poursuit la mise en œuvre de ses promesses électorales. Il planifie depuis 2015 l'implantation d'une caisse-maladie universelle, tout en faisant face à des critiques en raison de la lenteur du processus. Sall a lancé en juillet le programme d'urgence de développement communautaire, qui fait appel à une forte participation des acteurs institutionnels dans la réalisation de projets d'infrastructure locaux. L'influence des organisations non gouvernementales nationales est de cette manière plus importante. Même si le Sénégal a dû faire face à un seul cas d'Ebola déclaré, le tourisme, deuxième source de devises du pays, a passablement souffert: un recul situé entre 20 et 80% a été annoncé suivant les sources. L'État a réagi à cette situation en suspendant l'obligation de visa pour les voyageurs.

### **Burkina Faso**

L'armée a pris le pouvoir en septembre à l'occasion d'un coup d'État. Les putschistes ont cependant capitulé après quelques jours seulement face à la forte résistance de la population, et des jeunes en particulier. Lors des premières élections organisées après la chute du dirigeant de longue date Compaoré, un gagnant s'est clairement détaché au mois de novembre: son compagnon de route et ancien premier ministre Roch Marc Kaboré a été élu président. Sur le plan social, le Burkina Faso a adopté une loi pour le soutien aux femmes et aux filles victimes de violence, qui inclut la punition des auteurs, les aspects de la prévention, ainsi que la protection et l'aide aux victimes. L'éducation et la santé en faveur des femmes et des jeunes ont aussi été renforcées, par la construction de nouvelles écoles et par un accès facilité aux services de la santé.

### **Togo**

Le Togo a vu sa situation politique se stabiliser avec la réélection du président sortant. Le gouvernement se montre prêt aux réformes et au dialogue. La politique de développement fait toujours face à de gros défis dans le pays: à l'occasion de grèves, les employés dans le secteur de la santé et de l'éducation ont attiré l'attention sur leurs conditions de travail défallantes et ont exigé une amélioration des salaires. Sur le plan socio-politique, la nouvelle réglementation sur le droit de la famille peut être considérée comme un progrès: le rôle de la femme est valorisé et place celle-ci à pied d'égalité avec le mari, comme chef de famille. Mais dans la réalité le Togo se trouve encore très loin d'une telle égalité, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services de santé et à l'éducation, ainsi qu'en termes de sécurité individuelle. Le phénomène de la vie chère est toujours très présent, aussi bien au niveau économique que social. L'inflation dans le secteur commercial et l'augmentation constante du prix de l'essence influent directement sur les conditions de vie des personnes, dont plus de la moitié vit dans une pauvreté extrême.

*«Quand des jeunes filles tombent enceintes, elles sont souvent chassées par leur famille et quittent l'école dans la foulée.»*





# Projets

## Mali

**Malnutrition – la crise invisible:** La malnutrition et la dénutrition durant la grossesse constituent de graves risques pour la santé des mères et des enfants. Pour les aider à améliorer leur santé, notre partenaire GAD s'engage dans 71 villages de la région de Kangaba. Des présentations culinaires, des rencontres villageoises ou des émissions de radio transmettent aux femmes des informations sur la préparation d'une alimentation équilibrée, l'hygiène et les soins aux enfants. Pour faciliter la mise en pratique de ces conseils, les femmes sont soutenues dans la production de légumes: un total de 240 femmes travaillent dans six champs d'une surface d'un demi-hectare chacun. Ce processus débouche sur une amélioration notable de l'alimentation pour toute la population, et celle des enfants en particulier. La vente des surplus de légumes génère des revenus complémentaires qui permettent aux femmes d'investir dans la santé et la scolarité de leurs enfants.

*Coûts du projet: CHF 152'743.–\**

**Un environnement propre pour des enfants sains:** La population de Kalabancoro, et les enfants en particulier, souffre dans ce faubourg de Bamako des conséquences du manque d'accès à l'eau potable et de systèmes défaillants dans le domaine des égouts et de l'élimination des ordures. Cette situation provoque fréquemment des maladies comme des diarrhées, la malaria et diverses infections. En y ajoutant la malnutrition, ces maladies peuvent s'avérer mortelles pour certains. Pour remédier à la situation, GAD effectue régulièrement des contrôles de poids chez les enfants en bas âge et sensibilise les habitants sur l'hygiène et la manière de traiter les ordures et les eaux usées. Notre partenaire construit en outre des installations d'eau potable, fournit des moustiquaires et participe aussi à la désinfection de puits domestiques et à l'élimination de points d'eau stagnante. En parallèle, cinq centres de santé transmettent des conseils aux villageois sur la préparation des aliments, sur l'hygiène et sur les mesures à prendre en cas de maladie. GAD intervient en outre auprès des autorités communales et d'état pour qu'elles s'engagent plus activement et à long terme en faveur de l'élimination des déchets.

*Coûts du projet: CHF 105'774.–*

*«Au Mali, environ 60% seulement de la population a accès à un centre de santé dans un rayon de cinq kilomètres.»*



**Moins de filles excisées:** La pratique de l'excision est toujours très ancrée dans les coutumes maliennes. Celle-ci est effectuée le plus souvent juste après la naissance. En raison des séquelles sérieuses qu'elle provoque en termes de santé, l'excision est considérée comme une violation grave des droits humains. Le travail de notre organisation partenaire SDI montre néanmoins que des changements sont possibles: 32 villages de la région de Ségou ont accepté de s'engager formellement contre la poursuite de cette pratique. Dans la dernière phase du projet, afin d'ancrer cet engagement public plus profondément au sein de la population, différentes activités de sensibilisation ont été organisées pour attirer l'attention sur les droits humains et sur leur relation avec l'excision. 55 comités sur les droits humains ont en outre été créés, pour s'assurer du respect des engagements et pour intervenir comme médiateurs en cas de conflits.

*Coûts du projet: CHF 92'253.–*

**Fonds d'aides ponctuelles:** Nos organisations partenaires ont approfondi leurs connaissances dans l'analyse des conflits et ont appris à utiliser des outils spécifiques pour leur abordage. 40 agents de santé communautaire ont pour leur part suivi une formation continue sur le thème de la santé sexuelle et reproductive. Ces agents ont pour tâche, par leurs conseils, d'aider concrètement les jeunes dans le domaine de la sexualité et de la santé. Ils enseignent aussi des comportements sains, pour permettre aux jeunes de se protéger contre les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles. Le fonds permet aussi de soutenir des activités organisées dans le cadre de la journée internationale sur la fistule. Il s'agit d'éléments importants, qui permettent d'attirer l'attention de la population et des leaders d'opinion sur ce problème.

*Coûts du projet: CHF 12'299.–*

**Scolarité – la clé pour une bonne santé:** La scolarité permet aux jeunes filles de se forger une opinion propre sur les traditions nuisibles à la santé et sur la meilleure manière de répondre ensuite à leurs besoins. Notre partenaire GAAS s'engage dans la région de Pelengana pour permettre chaque année la scolarisation de 130 filles, plutôt que de les envoyer travailler comme employées de maison pour contribuer au revenu familial, ou alors les forcer à un mariage précoce. Les filles reçoivent aussi des informations sur l'excision et sur ses conséquences en termes de santé, ainsi que sur leurs droits et sur la manière de se protéger contre les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles. Les mères et les filles reçoivent une aide pour couvrir les frais de scolarité, afin de ne pas compromettre les finances familiales. GAAS sensibilise en outre la population sur l'importance de la scolarité pour les filles, informe sur des thèmes comme la santé reproductive et attire l'attention sur les risques encourus en cas de pratiques nuisibles à la santé. Parallèlement, 100 personnes ont été diagnostiquées et traitées dans le centre de santé local, pour des cas de maladies sexuellement transmissibles et de séquelles de l'excision.

*Coûts du projet: CHF 86'095.–*

**Soutien aux employées de maison:** L'organisation AJDM accompagne et prend en charge des employées de maison issues de zones rurales et qui viennent à Bamako pour gagner de l'argent. Nombre d'entre elles n'ont pas d'expérience, n'ont pas de formation scolaire et ne connaissent pas leurs droits. Elles sont souvent abusées sexuellement et tombent enceintes involontairement. Après plus de dix ans de collaboration et une retraite en étape nous avons investi dans la formation et consultation de AJDM. C'est avec les compétences nécessaires que notre partenaire poursuivra le projet de manière autonome.

*Coûts du projet: CHF 23'368.–*

**Fistule obstétricale – une tragédie cachée:** Environ 100'000 femmes souffrent chaque année dans le monde de séquelles de blessures des organes reproductifs internes en raison d'un accès insuffisant aux soins. Le Mali fait partie des pays les plus touchés par ce problème. Notre organisation partenaire IAMANEH Mali s'engage en faveur des femmes victimes de fistule, pour leur permettre de retrouver une vie digne et en bonne santé. 98 femmes ont été opérées dans le cadre du projet. Comme la fistule mène à l'incontinence, les femmes qui en souffrent sont souvent rejetées par la société. IAMANEH Mali œuvre donc aussi pour leur réinsertion sociale et économique: 78 femmes au total sont retournées dans leur famille en 2015 et ont reçu un soutien dans leur quête d'une vie meilleure, grâce à l'accès à des sources de revenus. IAMANEH Mali effectue en outre un travail de sensibilisation de la population sur les mariages précoces, un des facteurs clés à l'origine de la fistule, et sur les aspects préventifs des consultations prénatales.

*Coûts du projet: CHF 116'842.–*

#### **Un centre de santé pour la population de Kendé:**

Au Mali, environ 60% seulement de la population a actuellement accès à un centre de santé dans un rayon de cinq kilomètres. Le prochain centre de santé était aussi très éloigné pour les 10'000 habitants de Kendé et de plus difficilement atteignable en raison de l'état des routes, durant la saison des pluies en particulier. Avec la construction du centre, la population bénéficiera à proximité d'un service de base en matière de prévention, de soins et d'accouchements. Outre la construction et l'équipement du centre, le projet soutient aussi sa gestion, effectuée par un comité local. YA-G-TU organise des formations à cet effet et accompagne le comité dans la mise en œuvre du programme.

*Coûts du projet: CHF 98'394.–*

#### **Prévention et lutte contre les violences domestiques:**

Notre organisation partenaire YA-G-TU gère dans la région de Mopti un centre de soutien destiné aux femmes victimes de violences. Il s'agit de cas de violence physique la plupart du temps, mais aussi psychologique, comme les mariages forcés de jeunes filles, qui sont assez fréquents. Le centre fournit une aide psychosociale d'urgence, informe les femmes sur leurs droits et les soutient en cas de nécessités particulières, comme une intervention médicale par exemple. 73 femmes se sont adressées au centre en 2015 pour des conseils. 44 femmes ont pu retourner dans leur famille à la suite d'une médiation par les agents de santé communautaire. YA-G-TU effectue aussi un travail de sensibilisation sur les droits des femmes auprès de la police, de la justice et des services de santé. 16 cas ont ainsi été aiguillés vers le projet. Un travail d'information touchant 16'000 personnes a été effectué pour faire évoluer le point de vue de la population sur le rôle et les droits des femmes. Le projet s'engage en outre en faveur de la communication hommes-femmes, un élément important dans la stratégie de solutions des conflits.

*Coûts du projet: CHF 79'946.–*







# Sénégal

**Éducation sexuelle et planning familial pour les jeunes:** Le thème de la sexualité est un tabou au Sénégal qui n'est abordé ni en famille, ni à l'école. Il existe bien divers programmes de planning familial, mais ceux-ci s'adressent traditionnellement aux couples mariés. Les jeunes manquent ainsi d'informations et de possibilités leur permettant de se protéger contre les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles. Notre organisation partenaire Intermondes, active depuis 2011 dans un faubourg de Dakar, aborde ces problèmes en collaboration avec des organisations de jeunesse locales. Environ 1'200 jeunes des deux sexes, âgés de 14 à 18 ans, sont informés sur les thèmes tournant autour de la sexualité. Les parents et des centres de santé sont aussi inclus dans les démarches, afin d'améliorer la communication entre les différents acteurs et offrir aux jeunes une éducation sexuelle et des moyens de protection.

*Coûts du projet: CHF 67'645.–*

**Éliminer la violence faite aux femmes:** Dans la région de Kaolack, c'est APROFES qui tire les ficelles quand il s'agit de promouvoir les droits des femmes. Au niveau national également, notre organisation partenaire est présente dans tous les réseaux féminins importants. Ce travail est essentiel, car les abus sexuels contre les femmes et les filles sont fréquents et les auteurs ne sont souvent pas dénoncés. Des comités villageois de médiation peuvent arbitrer les conflits moins graves. Pour les cas plus sérieux, APROFES reçoit les femmes victimes de violences dans son centre de soutien et les accompagne lors de visites et prises en charges médicales, ainsi que dans les procédures juridiques. 136 femmes ont bénéficié de ce soutien en 2015. APROFES effectue aussi un important travail de relation publique: des émissions de radio, des présentations théâtrales et des groupes de discussion ont permis d'attirer l'attention de 42'000 hommes et femmes sur les abus sexuels et les droits des femmes.

*Coûts du projet: CHF 99'625.–*

**Un centre de santé à Yeumbeul:** Le centre de santé construit à Yeumbeul a commencé à fonctionner en 2015. Yeumbeul, un ancien village de pêcheurs, est aujourd'hui un faubourg de Dakar qui compte plus de 200'000 habitants. Le centre de santé propose à 12'000 personnes des soins médicaux et dentaires de base. Il dispose aussi d'un service de maternité et d'une pharmacie. Les principaux examens peuvent être réalisés dans le propre laboratoire et une petite unité de lits est à disposition pour les soins stationnaires de courte durée. Le nombre de patients a constamment augmenté depuis l'ouverture du centre, avec 2'411 prises en charge à la fin de 2015. Nous soutenons encore notre partenaire AcDev jusqu'en 2016 avec un montant destiné aux frais de fonctionnement, et le centre deviendra ensuite financièrement autonome grâce à ses revenus.

*Coûts du projet: CHF 151'012.–*

# Burkina Faso

**Soutien aux jeunes mères célibataires et planning familial:** Les jeunes n'ont la plupart du temps pas accès à l'éducation sexuelle et aux moyens de contraception, mais les jeunes filles qui tombent enceintes sont souvent chassées par leur famille et quittent l'école dans la foulée. Sans formation en poche et livrées à elles-mêmes, elles entrent dans le cercle vicieux de la pauvreté. Notre organisation partenaire AMMIE effectue un travail de prévention: elle fournit aux jeunes – au sein d'un centre de jeunesse – des informations et des moyens de contraception, et réalise un travail d'éducation sexuelle dans des écoles via des clubs de jeunesse. L'organisation soutient aussi de jeunes mères qui se réunissent régulièrement et peuvent échanger leurs idées, accéder à des informations importantes et recevoir des aliments si nécessaire. Elles ont aussi la possibilité de suivre une formation ou de commencer elles-mêmes une micro-entreprise. 49 jeunes mères ont trouvé en 2015 leur autonomie et 1'231 jeunes ont été abordés dans les écoles et au centre de jeunesse.

*Coûts du projet: CHF 116'843.–\**

**Contre les abus sur les enfants travaillant dans les mines d'or:** L'extraction industrielle de l'or a seulement lieu dans quelques grandes mines, tandis qu'environ 200'000 petites exploitations d'orpaillage maintiennent un système traditionnel. Les conditions de travail sont très précaires dans ces dernières. Le travail forcé et des enfants y sont courants, dans des conditions très dangereuses et nuisibles à la santé. La dégradation du milieu naturel, avec la pollution de l'eau en particulier, est une des conséquences négatives de l'extraction de l'or. Un projet pilote avec l'organisation Tabital a vu le jour en 2014 dans cet environnement. Le travail de l'organisation porte principalement sur la scolarisation des enfants. Après une phase pilote, il a été décidé de ne pas poursuivre le projet en raison de divergences stratégiques trop importantes entre Tabital et IAMANEH.

*Coûts du projet: CHF 17'047.–*

**Sensibilisation contre la violence et les abus envers les femmes et les filles:** Après une phase pilote d'une année, nous avons élaboré en 2015 un nouveau projet en compagnie de notre partenaire ADEP. L'organisation souhaite améliorer les conditions de vie des filles dans 15 villages de la province d'Ouhritenga, en incluant une participation responsable des hommes. Les anciens ont nommé dans chaque village cinq hommes devant servir d'exemple et d'ambassadeurs, et qui ont été formés dans ce sens. Ceux-ci ont pour tâche de sensibiliser la population, et les hommes plus particulièrement, sur des thèmes comme les violences faites aux femmes et aux filles – très répandues et acceptées socialement –, les mariages précoces et forcés ou le comportement vis-à-vis des jeunes filles enceintes. Le travail auprès des jeunes a pour objectif d'offrir à la prochaine génération un environnement où règnera une meilleure égalité entre les sexes. Des changements d'attitude et de comportement chez les hommes débouchent immédiatement sur une amélioration de la condition des femmes.

*Coûts du projet: CHF 49'973.–*



# Togo

**De l'eau potable pour une bonne santé:** Parallèlement au projet de santé, un projet d'eau potable est conduit dans la région avec l'organisation partenaire AFAD. Le travail porte sur l'infrastructure, la gestion de l'eau et la sensibilisation. Après avoir conclu la mise en place de l'infrastructure en 2014, le travail s'est concentré avant tout sur le maintien et la pérennité du projet en 2015: les comités eau ont suivi des formations continues pour assumer encore plus efficacement leurs tâches, et un travail de sensibilisation abordant les thèmes de l'eau et de l'hygiène a été réalisé auprès de la population. Des comités santé ont été mis sur pied dans trois écoles. Comme prévu, la construction d'un total de 45 latrines ECOSAN s'est conclue à la fin de la phase de projet de trois ans. Il est prévu d'approvisionner en eau potable deux communes supplémentaires et trois quartiers éloignés avec les dispensaires annexes. La mise en place d'infrastructures hydrauliques se fait en association avec la sensibilisation de la population et la construction de latrines dans les maisons particulières et les écoles.

*Coûts du projet: CHF 92'000.–\**

**Santé et développement pour la population rurale:** Notre organisation partenaire AFAD a étendu en 2015 la région du projet de 13 à 25 villages. De nouveaux agents de santé communautaire ont été formés, des comités villageois de développement ont été mis sur pied et des clubs des mères ont vu le jour, tout cela dans le but d'améliorer la santé de la population. 4'750 personnes ont bénéficié de consultations et 413 patients ont reçu des soins stationnaires dans le centre de santé d'Elémé et dans les trois dispensaires annexes situés dans les villages. La plupart des cas traités sont des diarrhées, des crises de malaria et des infections des voies respiratoires. Le nombre de femmes enceintes ayant bénéficié d'exams prénatals est passé de 201 à 252, et 153 mères ont accouché dans le centre de santé et dans les dispensaires annexes. 950 femmes en tout ont utilisé une contraception. La population fait preuve de plus d'esprit d'initiative et d'une plus grande maturité en matière de comportement sain et durable.

*Coûts du projet: CHF 115'000.–*

*\* co-financé par la Chaîne du Bonheur Genève*

**«Le travail auprès des jeunes a pour objectif d'offrir à la prochaine génération un environnement où règnera une meilleure égalité entre les sexes.»**

BALKANS

OCCIDENTAUX



## Informations pays

### Bosnie-Herzégovine

La pauvreté augmente dans de nombreuses régions de la Bosnie-Herzégovine et le taux de chômage dépasse 50% chez les jeunes. Les Bosniaques, les Croates et les Serbes ne se sont jusqu'à aujourd'hui toujours pas accordés sur une langue nationale commune. Les partis actifs à l'époque du conflit, qui se trouvent toujours au pouvoir, ne collaborent pratiquement pas et se mettent les bâtons dans les roues. Il n'existe pas de Constitution propre et le pays se trouve encore sous le régime des accords de paix de Dayton. Un système très flou s'est mis en place, qui encourage la corruption et le népotisme. Les relations entre le gouvernement national et la Republika Srpska sont tendues et cette dernière n'accepte aucune stratégie adoptée au niveau national. Les signaux penchent vers une sécession, ce qui engendre une insécurité. La situation économique est préoccupante, avec de nombreuses entreprises qui ferment leurs portes.

### Albanie

L'Albanie est un des pays les plus pauvres d'Europe: 12,5% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le salaire moyen s'élève à 300 francs environ. Le pays enregistre un mouvement de croissance économique constant, mais souffre encore de la corruption et d'une mauvaise infrastructure. C'est le parti socialiste en place qui a remporté les élections communales et l'OSCE s'est réjouie du climat de tranquillité qui a régné durant celles-ci. Des critiques ont néanmoins été formulées concernant les listes électorales, la pression exercée sur les électeurs, la partialité des médias et l'utilisation des ressources de l'État. L'Albanie est candidate officielle à une adhésion à l'UE, mais les problèmes de corruption semblent constituer un obstacle. Des actions fortes au niveau de l'État laissent cependant espérer une progression dans la lutte contre les affaires illégales. Il existe des signaux positifs montrant que l'État souhaite modifier fondamentalement le système de protection sociale.

## Projets Bosnie-Herzégovine

### Centre thérapeutique pour femmes et enfants

**traumatisés:** 443 femmes, hommes et enfants ont été pris en charge en 2015 par les services psychothérapeutiques, sociaux, juridiques et médicaux du centre thérapeutique de notre organisation partenaire Vive Zene à Tuzla. 87 femmes et enfants ont été accueillis de forme stationnaire. Le travail avec différents groupes d'adultes et d'enfants – 379 participants au total – dans les zones de retour en Bosnie de l'Est et dans le district de Brcko montre que, même 20 ans après la guerre, les traumatismes sont encore ancrés au sein de tous les groupes ethniques. Sans une intervention dans ce domaine, l'exercice des droits civils sera difficile à atteindre dans le futur. Vive Zene s'est aussi efforcé de trouver des compromis concrets avec les entités, le canton et les communes pour le financement de maisons d'accueil pour femmes, avec peu de succès cependant. Dans la Fédération, le financement des maisons d'accueil pour femmes et du travail thérapeutique destiné aux victimes de violences domestiques dépend encore et toujours du bon vouloir des services publics responsables, même s'il existe maintenant des bases légales à ce propos.

*Coûts du projet: CHF 122'530.–*

**Safe Net:** IAMANEH soutient depuis 2012 Safe Net, le réseau national de toutes les maisons d'accueil pour femmes en Bosnie-Herzégovine. Grâce à cette aide, le réseau, en tant qu'organisation de lobbying, a pu effectuer un important travail de mobilisation des forces. Safe Net a porté une attention particulière et professionnelle sur le travail de lobbying et sur le processus d'harmonisation des lois contre la violence domestique, sur le règlement du financement des maisons d'accueil pour femmes et sur l'adaptation des normes dans le domaine. Les démarches souffrent cependant d'une certaine lenteur. Des réflexions sur la mise en place d'une campagne de sensibilisation ont débuté et une suite devrait être donnée.

*Coûts du projet: CHF 23'000.–*

**Droit à une vie sans violence:** La maison d'accueil pour femmes de Modrica, gérée par notre organisation partenaire Buducnost, a offert l'année passée un accueil, une protection et un accompagnement à 48 femmes victimes de violences et 92 enfants. Le centre de soutien, avec 559 cas traités, a de son côté aussi beaucoup travaillé. 1'575 appels d'aide des femmes et des enfants victimes de violences ont été enregistrés. Buducnost s'est beaucoup engagé pour assurer des perspectives de vie autonomes aux femmes après leur séjour à la maison d'accueil, et a mis en place avec succès des activités visant leur indépendance économique. Un processus de certification ISO a aussi été entamé. Le financement du travail au sein de la maison d'accueil, qui est de la responsabilité de l'État selon la loi, dépendait encore en 2015 de l'attribution arbitraire des cas et des ressources de la part des services sociaux.

*Coûts du projet: CHF 107'393.–*

**Centre pour les hommes:** L'équipe a été renforcée en 2015 avec l'arrivée d'un psychologue et d'un juriste. 1'223 hommes ont bénéficié d'une écoute à leurs problèmes. À l'occasion de workshops, de films et des tables rondes, ils ont pu aborder des thèmes masculins spécifiques. Le programme anti-stress a connu un important succès. 167 hommes ont trouvé un soutien pour résoudre leurs situations de crise. Le travail auprès des auteurs de violences, principal objectif du centre, progresse encore lentement. Les auteurs de violences ne peuvent officiellement pas encore être envoyés et traités au centre, comme prévu par la loi, car les ordonnances nécessaires n'ont pas encore été promulguées. Malgré cela, 20 auteurs de violences ont participé spontanément au programme de conseil mis en place. Les hommes y apprennent à assumer la responsabilité de leurs actes, à aborder leur comportement violent et à trouver des alternatives dans la façon de gérer les moments de crise.

*Coûts du projet: CHF 119'017.–*

**Nouvelles perspectives pour les enfants de la rue:** Le travail effectué par Zemlja Djece, aussi bien en tant que centre pour les enfants et les jeunes de la rue qu'en tant qu'importante organisation de lobbying en faveur des droits des enfants, s'est encore consolidé en 2015. Le travail au sein des communautés marginalisées, roms en grande partie, a obtenu une reconnaissance stratégique importante. 291 enfants de la rue et leur famille ont profité d'un soutien, d'un suivi et de conseils appropriés. En tant qu'entité accompagnant la mise en place du premier «centre de réception» pour les enfants de la rue inséré dans le programme de protection sociale du canton de Tuzla, Zemlja Djece a dû, entre autres, faire face aux lenteurs et au manque de professionnalisme du système, ce qui a limité ses possibilités d'action et son influence. La prévention s'est renforcée dans le domaine de la santé reproductive et sexuelle et des droits, en s'adressant aussi au nouveau groupe cible composé d'hommes et de garçons adolescents.

*Coûts du projet: CHF 120'986.–*

**Travail auprès des auteurs de violences:** En collaboration avec ses organisations partenaires Buducnost et Vive Zene, IAMANEH travaille sur un projet s'adressant aux auteurs de violences, qui associe les différentes entités et s'intègre au système de protection sociale de l'État. Le processus a stagné en 2015, les directives légales pour l'assignation des auteurs de violences à un suivi obligatoire n'ayant toujours pas été adoptées. L'engagement s'est donc porté sur la préparation des institutions d'état à leur rôle futur dans le travail auprès des auteurs de violences. L'adhésion au réseau européen de travail auprès des auteurs de violences, ainsi qu'une première participation à la rencontre annuelle, a offert à Buducnost et Vive Zene des possibilités de mise en réseau importantes, qui seront très utiles dans le futur.

*Coûts du projet: CHF 43'700.–*



*«Près de 300 enfants de la rue et leur famille ont profité d'un soutien, d'un suivi et de conseils appropriés.»*







# Albanie

**Protection dans une maison d'accueil pour femmes:** 65 femmes et 29 enfants ont sollicité en 2015 une protection auprès de la maison d'accueil pour femmes de Tirana. L'équipe pluridisciplinaire a conduit 2'598 entretiens individuels. Les enfants ont profité d'un accompagnement pédagogique durant leur séjour. 20 femmes ont engagé, en cours de séjour, des procédures judiciaires contre des auteurs de violences. 18 femmes ont divorcé et ont pu commencer une nouvelle vie sans violence. En collaboration avec différentes organisations partenaires, le foyer de Tirana a travaillé intensivement sur le renforcement économique de ses clientes et sur des solutions de logement après leur séjour à la maison d'accueil. Cette démarche augmente sensiblement les chances d'une vie indépendante pour les femmes, loin de leur relation violente passée.

*Coûts du projet: CHF 102'980.–*

**Centre de conseil pour les hommes ZDB:** Après une phase pilote positive, suite a été donnée au travail du centre de conseil pour les hommes conduit par Woman to Woman à Shkodra. L'activité principale consiste en un travail de conseil en matière de violence, qui s'adresse aux hommes et aux adolescents auteurs de violences. 16 hommes ont bénéficié de conseils individuels. Un ample travail de sensibilisation auprès d'institutions et dans les villages a permis de mieux faire connaître et d'augmenter l'acceptation de l'offre, et en a aussi facilité l'accès pour les hommes à la recherche d'aide dans ce domaine. Un engagement plus intense auprès des garçons dans les écoles a aussi été possible. Des interventions ciblées auprès d'étudiants en psychologie et en travail social ont éveillé l'intérêt de ces futurs professionnels pour le travail auprès des auteurs de violences. 15 étudiants ont accepté de s'engager comme bénévoles et ont participé activement à des campagnes masculines de lutte contre la violence liée au genre.

*Coûts du projet: CHF 63'711.–*

**Centre de soutien aux femmes et enfants victimes de violences:** 1'021 appels SOS de la part de femmes ayant subi des violences ont été enregistrés en 2015 par le service de conseil aux victimes, assuré par notre organisation partenaire CLWG à Tirana. 487 femmes ont reçu des conseils et ont été dirigées, selon les besoins, vers la maison d'accueil pour femmes, le service de conseils juridiques ou des médecins spécialisés. CLWG porte une attention particulière sur la multiplication et la qualité des processus de placements systématiques déjà en place au sein de différents organes administratifs et communaux. L'introduction d'une médiation assurant une nouvelle approche dans les conseils aux victimes et le passage de la ligne d'appels SOS à une hotline nationale constituent de nouveaux éléments importants dans la mise en place du projet.

*Coûts du projet: CHF 115'690.–*

**Centre de conseil pour les hommes:** Les éléments du travail réalisé auprès des auteurs de violences effectué par CLWG ont été réunis dans un projet pilote, la Counselling Line for Men and Boys CLMB à Tirana. Il a été fait appel à deux conseillers spécialistes de la violence pour offrir un service professionnel. Cela permettra de renforcer la structure de l'organisation et d'ancrer le travail de conseil de manière plus professionnelle et systématique. 35 hommes ont eu recours auprès de la CLMB à des conseils abordant les thèmes de la violence. Les assignations officielles délivrées par la justice aux auteurs de violence, afin qu'ils se rendent au service de conseil, fonctionnent encore de forme très chaotique. Des interventions importantes ont eu lieu à ce sujet et des contrats de collaboration ont été négociés avec des services de probation et de justice, pour systématiser les assignations de suivi obligatoire délivrées aux auteurs de violences.

*Coûts du projet: CHF 31'540.–*



*«Un engagement plus intense auprès des garçons dans les écoles a aussi été entamé.»*

**Lutte contre la violence et les abus dans les régions rurales:** Notre organisation partenaire Woman to Woman a ouvert en 2015 un centre d'accueil d'urgence à Shkodra. Dix femmes victimes de violences et sept enfants ont eu recours à ce service et bénéficié d'une protection et de conseils professionnels. Le bâtiment a été mis à disposition par la commune de Shkodra. Dans le cadre du travail de conseil et de sensibilisation, la violence a été abordée plus assidument sous l'angle de la santé sexuelle et reproductive. Les besoins les plus importants des femmes et des filles sont de cette manière couverts, en particu-

lier dans les communes rurales isolées. 450 femmes ont pu être sensibilisées lors de rencontres villageoises et environ 700 personnes ont été abordées à l'occasion de semaines de la santé. Parallèlement à ce travail, des conseils ont été fournis à 162 victimes de violences domestiques dans les villages. Le travail de prévention de la violence dans les écoles a permis de sensibiliser 1'409 élèves et 80 enseignants.

*Coûts du projet: CHF 117'918.–*

# FINANCES

## À propos des comptes annuels

La reddition des comptes de IAMANEH Suisse se fait en accord avec les recommandations relatives à la présentation des comptes pour les organisations d'utilité publique SWISS GAAP RPC-21. Les comptes annuels 2015 présentés ici sont un résumé des comptes annuels complets, qui peuvent être téléchargés à l'adresse [www.iamaneh.ch](http://www.iamaneh.ch) ou obtenus auprès du siège administratif.

Nous avons restructuré les comptes annuels en 2015 et fournissons maintenant des informations différenciées sur les différentes dépenses et les postes individuels. Nous avons aussi pour la première fois rattaché les frais de personnel aux prestations correspondantes, ce qui nous permet d'exposer les coûts réels des différents secteurs. Nous avons en outre adapté la nouvelle structure pour permettre la comparaison des chiffres avec les comptes annuels 2014.

À l'image de l'année passée, les comptes annuels sont équilibrés. Le produit d'exploitation se situe pratiquement au même niveau que le précédent et les recettes affectées sont elles aussi similaires. Les contributions de membres sont restées stables, à hauteur de 10'850 CHF. L'état des fonds a pour sa part augmenté de 32'313 CHF, une fois décomptées les affectations et les applications. La clôture des comptes enregistre un excédent de 69'706 CHF, montant attribué au capital de l'organisation.

Les comptes de régularisation actifs présentent une augmentation de 315'715 CHF en comparaison à l'année précédente. Cela est dû au fait que différentes entrées de fonds confirmées en fin d'année étaient encore ouvertes. Cette situation débouche sur une réduction des liquidités par rapport à l'exercice précédent.

L'année 2015 a constitué un grand défi pour nous. Dans le domaine de l'acquisition de fonds, nous nous sommes concentrés sur l'établissement de nouveaux partenariats avec des fondations pour nos projets. L'objectif était de maintenir les contributions à hauteur plus ou moins égale, ce que nous avons heureusement réussi à faire. Outre la contribution considérable fournie par la Direction du développement et de la coopération (DDC) à notre programme, les dons de fondations constituent une part importante de nos recettes. Les moyens mis à disposition par la DDC et les fondations sont essentiels et permettent plus de sécurité dans la planification. Les contributions des cantons sont aussi importantes et ont un peu reculé l'année passée.

Nous remercions chaleureusement tous nos partenaires et donateurs pour leur confiance et pour la bonne collaboration.

*L'organe de révision Copartner Revision AG a vérifié les comptes annuels. En accord avec le rapport de révision du 4 mars 2016, le comité directeur recommande à l'assemblée générale d'approuver les comptes annuels 2015.*

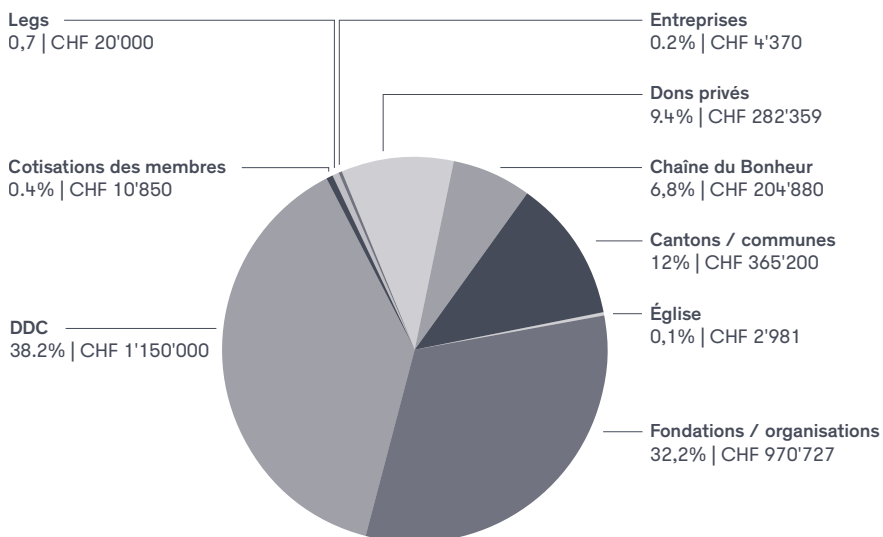
# Bilan au 31 décembre

	2015	2014
	CHF	CHF
<b>Actif</b>		
<b>Actif circulant</b>		
<i>Liquidités</i>	1'103'598	1'455'513
<i>Créances</i>		
– <i>vis-à-vis de la communauté</i>	223	402
– <i>vis-à-vis de tiers</i>	6'340	3'758
– <i>vis-à-vis de prestataires</i>	10'000	68'000
<i>Comptes de régularisation de l'actif</i>	353'379	37'664
<b>Total actif circulant</b>	1'473'540	1'565'337
<b>Actif immobilisé</b>		
<b>Actifs financiers</b>		
<i>Garantie de loyer</i>	4'633	4'630
<b>Total actifs financiers</b>	4'633	4'630
<b>Immobilisations corporelles</b>		
<i>Installations informatiques et de bureau</i>	27'152	21'034
<i>Provisions pour dépréciation</i>	-16'172	-9'951
<b>Total immobilisations corporelles</b>	10'980	11'083
<b>Total actif immobilisé</b>	15'613	15'713
<b>Total de l'actif</b>	<b>1'489'153</b>	<b>1'581'050</b>
<b>Passif</b>		
<b>Passifs courants</b>		
<i>Dettes sur livraisons et prestations de service</i>	59'773	22'154
<i>Dettes sur paiements anticipés de projet</i>		
– <i>vis-à-vis de la collectivité</i>	53'000	208'000
– <i>vis-à-vis de tiers</i>	32'500	115'415
<i>Passifs de régularisation</i>	14'382	8'003
<b>Total passifs courants</b>	159'655	353'572
<b>Capital de fonds lié</b>		
<i>Capital de fonds</i>	732'499	700'185
<b>Total capital de fonds lié</b>	732'499	700'185
<b>Capital de l'organisation</b>		
<i>Capital libre généré</i>	596'999	527'293
<b>Total capital de l'organisation</b>	596'999	527'293
<b>Total du passif</b>	<b>1'489'153</b>	<b>1'581'050</b>

# Compte d'exploitation 1.1. – 31.12.

	2015	2014
	CHF	CHF
<b>Produit d'exploitation</b>		
Contributions reçues		
Dotations affectées	2'667'103	2'765'355
<i>DDC</i>	1'150'000	1'130'000
<i>Chaîne du Bonheur</i>	204'880	224'422
<i>Cantons et communes</i>	364'200	551'138
<i>Fondations</i>	854'502	815'101
<i>Autres produits</i>	93'521	44'694
Dotations libres	355'342	246'719
<i>Cotisations des membres</i>	10'850	10'400
<i>Cotisations générales</i>	344'492	236'319
Total contributions reçues	3'022'445	3'012'074
Produits de livraisons et prestations de service	550	11'303
<b>Total produit d'exploitation</b>	<b>3'022'995</b>	<b>3'023'377</b>

## Provenance des dons



	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
Charges de projet et de prestations de service	2'440'192	2'463'672
<i>Virements projet et charges de bien et services</i>	2'171'783	2'186'926
<i>Charges du personnel du siège</i>	256'833	266'383
<i>Autres charges et activités</i>	11'576	10'363
Charges de relations publiques et de fundraising	316'357	216'386
<i>Charges du personnel du siège</i>	121'221	118'682
<i>Charges de bien et services</i>	186'869	89'449
<i>Autres charges et activités</i>	8'267	8'255
Charges administratives	154'748	168'812
<i>Charges du personnel du siège</i>	93'629	107'353
<i>Honoraires, taxes et impôts</i>	5'714	7'148
<i>Autres charges et activités</i>	55'405	54'311
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>2'911'297</b>	<b>2'848'870</b>
<b>Produit d'exploitation</b>	<b>111'698</b>	<b>174'507</b>
Résultat financier		
<i>Produit financier</i>	1'130	1'333
<i>Charge financière</i>	-10'809	-2'748
Total résultat financier	-9'679	-1'415
<b>Résultat avant prélèvement du capital de fonds</b>	<b>102'019</b>	<b>173'092</b>
Changement du capital de fonds		
Affectations (+) / applications (-)	32'313	135'389
<b>Résultat annuel avant prélèvement capital de l'organisa</b>	<b>69'706</b>	<b>37'703</b>
Changement du capital de l'organisation		
Affectations (+) / applications (-)	-69'706	-37'703
<b>Résultat après mouvements de fonds et de capital</b>	<b>0</b>	<b>0</b>





*«L'objectif était de maintenir les contributions à la hauteur égale, ce que nous avons réussi à faire.»*

*«Le financement du travail thérapeutique pour les victimes de violences domestiques dépend encore du bon vouloir des services publics.»*





# DONS

## Un grand merci!

Nous tenons à remercier très chaleureusement tous nos membres, donatrices et donateurs pour leur fidélité. Nous manquons de place pour tous les citer – mais exprimons notre plus vive reconnaissance à chacun d'entre eux.

Nous remercions tout particulièrement nos donateurs institutionnels (à partir de 5'000 CHF):

Canton de Bâle-Campagne

Canton de Bâle-Ville

Canton de Thurgovie

Canton de Zurich

Chaîne du Bonheur, *Genève*

Commune d'Elgg

Commune de Herrliberg

Commune de Meilen

Commune de Spiez

DDC, *Berne*

Département de la présidence de Bâle-Ville

Ethenea Independent Investors SA, *Munsbach*

Fondation Beneficentia, *Vaduz*

Fondation Däster-Schild, *Bettlach*

Fondation de bienfaisance

contre l'excision, *Hittnau*

Fondation Dorave, *Thalwil*

Fondation Ferster, *Buchs*

Fondation Gebauer, *Zurich*

Fondation Gertrude Hirzel, *Genève*

Fondation Karl Kahane, *Celerina*

Fondation Open Society Institute, *Zuog*

Fondation Pinoli, *Vaduz*

Fondation Pro Victimis, *Genève*

Fondation Sanitas Davos, *Schwyz*

Fondation Singenberg, *Bâle*

Fondation thérapie pour

traumatismes de guerre, *Rorschach*

Medicor Foundation, *Triesen*

Office fédéral des assurances sociales, *Berne*

Ville de Rapperswil-Jona

Ville de Zuog

Un grand merci va également à:

Gary Barker, *Promundo, Washington*

Kitty Schaertlin, *Sissach*

Laurent Bécue-Renard, *Paris*

Laurin Buser, *Bâle*

Renate Metzger, *Beckenried*

Impressum

Édition IAMANEH Suisse, Bâle

Rédaction Manuela Di Marco

Collaboration Dagmar Domenig, Maya Natarajan,

Maja Loncarevic, Alexandra Nicola, Maja

Hürlimann, Lorin Moes, Anja Baier

Traduction Jacques Muheim

Réalisation Riomedica Communication GmbH, Bâle

Droits d'images IAMANEH Suisse

Impression Stuedler Press SA, Bâle

Tirage Allemand: 1'300 ex. / Français: 150 ex.

Imprimé sur papier Lessebo Smooth Natural

Bâle, en avril 2016







**IAMANEH Schweiz | Suisse**

Gesundheit für Frauen und Kinder  
Santé pour femmes et enfants

Aeschengraben 16

CH-4051 Basel

T +41 61 205 60 80

F +41 61 271 79 00

info@iamaneh.ch

www.iamaneh.ch

PC: 40-637178-8







